

**LES  
CARRÉS**

12<sup>e</sup> édition

# L'essentiel de LA MACRO- ÉCONOMIE

Tous les  
mécanismes de la  
macro-économie  
et ses rouages

Thierry Tacheix

 *Gualino* un savoir-faire de 

# LES CARRÉS



Cette collection de livres présente de manière synthétique, rigoureuse et pratique l'ensemble des connaissances que l'étudiant doit posséder sur le sujet traité. Elle couvre :

- le Droit et la Science Politique,
- les Sciences économiques,
- les Sciences de gestion,
- les concours de la Fonction publique.

**Thierry Tacheix**, est Maître de conférences en sciences économiques à la faculté de droit et des sciences économiques de l'Université de Limoges.



© 2022, Gualino, Lextenso  
1, Parvis de La Défense  
92044 Paris La Défense Cedex  
EAN 9782297176460

Suivez-nous sur



[www.gualino.fr](http://www.gualino.fr)

Contactez-nous [gualino@lextenso.fr](mailto:gualino@lextenso.fr)

# PRÉSENTATION

Cet ouvrage est la synthèse de trois livres : *L'essentiel de la Comptabilité nationale*, *L'essentiel de la Monnaie* et *L'essentiel de la Macro-économie*. Il reprend de chacun les éléments fondamentaux et les assemble dans la logique d'une bonne compréhension de *l'analyse macro-économique et monétaire*.

Les grands agrégats issus de la comptabilité nationale comme le PIB, la consommation, l'épargne, l'investissement, les dépenses publiques, la monnaie avec sa création et son contrôle, et le commerce extérieur sont présentés, expliqués et analysés. Leur rôle est ensuite étudié au sein des deux grands courants de la pensée économique : les *classiques* et les *keynésiens*. Le fonctionnement de l'économie dans une *perspective de l'offre* et dans une *perspective de la demande* est enfin présenté à travers la logique économique de ces deux courants et conduit à expliquer les *grands thèmes économiques de l'actualité* comme la flexibilité du travail et de l'emploi, la politique monétaire, les politiques de relance de l'économie, le rôle de la banque centrale...

Cet ouvrage est destiné aux étudiants de Licence des filières tertiaires (Sciences économiques, Sciences de gestion, Administration Économique et Sociale, Droit, Instituts d'Études Politiques, Instituts Universitaires de Technologie et Brevet de Technicien Supérieur...), aux étudiants inscrits dans un Institut de Préparation à l'Administration Générale, à ceux et celles qui se présentent à des concours pour les épreuves d'économie et de culture générale, ainsi qu'à tous ceux qui désirent comprendre l'actualité économique et politique.



# PLAN DE COURS

<b>Présentation</b>	<b>3</b>
<b>Introduction – La comptabilité nationale préambule de la macro-économie</b>	<b>13</b>
<hr/>	
<b>Chapitre 1 – Les secteurs institutionnels et leurs opérations économiques</b>	<b>17</b>
<hr/>	
<b>1 – Les Secteurs Institutionnels (SI)</b>	<b>17</b>
■ <i>Les ménages (M) y compris les entreprises individuelles</i>	17
■ <i>Les sociétés non financières (SNF)</i>	18
■ <i>Les sociétés financières (SF)</i>	18
■ <i>Les administrations publiques (APu)</i>	18
■ <i>Les institutions sans but lucratif au service des ménages (ISBLSM)</i>	18
■ <i>Le reste du monde (RdM)</i>	18
<b>2 – Les opérations économiques des SI</b>	<b>19</b>
■ <i>Les opérations sur biens et services</i>	19
a) <i>La production</i>	19
b) <i>La consommation finale</i>	20
c) <i>La consommation intermédiaire, la valeur ajoutée et la consommation de capital fixe</i>	20
d) <i>L'investissement</i>	21
e) <i>Le commerce extérieur</i>	21

■ <i>Les opérations de répartition</i>	22
a) <i>La répartition primaire</i>	22
b) <i>La répartition secondaire</i>	22
■ <i>Les opérations financières</i>	23

## **Chapitre 2 – Les comptes des secteurs institutionnels et les agrégats** **25**

---

<b>1 – La séquence et la signification des comptes courants</b>	<b>26</b>
■ <i>La séquence des comptes courants</i>	26
■ <i>La signification des comptes courants</i>	27
<b>2 – Le compte financier et le compte de patrimoine</b>	<b>27</b>
<b>3 – Le tableau économique d'ensemble (TEE), quelques agrégats et ratios</b>	<b>28</b>
■ <i>Le TEE</i>	28
■ <i>Quelques agrégats</i>	31
■ <i>Quelques ratios</i>	33

## **Chapitre 3 – Le tableau entrées-sorties et l'équilibre emplois-ressources** **35**

---

<b>1 – Le tableau entrées-sorties (TES)</b>	<b>35</b>
<b>2 – La prévision économique</b>	<b>38</b>
■ <i>La matrice des coefficients techniques</i>	38
■ <i>Un exemple de prévision économique</i>	39
<b>3 – L'équilibre emplois-ressources et épargne-investissement</b>	<b>40</b>
■ <i>L'équilibre emplois-ressources</i>	40
■ <i>L'équilibre épargne-investissement</i>	41
<b>4 – De l'équilibre comptable à l'équilibre économique</b>	<b>42</b>

**Chapitre 4 – La production et l'équilibre d'un marché** **43**

<b>1 – La fonction de production globale</b>	<b>43</b>
■ <i>La fonction de production à coefficients fixes</i>	44
■ <i>La fonction de production de courte période</i>	45
<b>2 – Le marché et l'équilibre</b>	<b>47</b>
■ <i>L'offre</i>	47
a) La loi de l'offre	47
b) La courbe d'offre	48
c) Les modifications de la quantité offerte	48
d) Les déplacements de la courbe d'offre	49
■ <i>La demande</i>	49
a) La loi de la demande	50
b) La courbe de demande	50
c) Les modifications de la quantité demandée	51
d) Les déplacements de la courbe de demande	51
■ <i>L'équilibre d'un marché</i>	52
a) La détermination du prix d'équilibre	52
b) L'évolution du prix d'équilibre	53

**Chapitre 5 – Le marché du travail et l'emploi** **55**

<b>1 – L'équilibre néoclassique du marché du travail</b>	<b>55</b>
■ <i>L'offre de travail</i>	56
■ <i>La demande de travail</i>	58
■ <i>L'équilibre du marché du travail et le chômage volontaire</i>	61
<b>2 – L'analyse keynésienne de l'emploi</b>	<b>63</b>
■ <i>L'offre de travail</i>	63
■ <i>L'équilibre de sous-emploi et le chômage involontaire</i>	65

<b>Chapitre 6 – La consommation et l'épargne chez Keynes</b>	<b>67</b>
<b>1 – La loi psychologique et la fonction de consommation</b>	<b>67</b>
■ <i>La loi psychologique fondamentale</i>	67
■ <i>Trois représentations graphiques de la fonction de consommation</i>	68
a) Une fonction de consommation linéaire	68
b) Une fonction de consommation affine	69
c) Une fonction de consommation concave	70
<b>2 – La fonction d'épargne</b>	<b>71</b>
<b>3 – Les prolongements de l'analyse keynésienne</b>	<b>72</b>
■ <i>Les résultats contradictoires de la formulation keynésienne</i>	72
■ <i>Les reformulations de l'analyse de Keynes</i>	73
a) La théorie du revenu relatif	74
b) Le rôle des anticipations : la théorie du revenu permanent	75
c) L'influence de la démographie : l'hypothèse du cycle de vie	76
<b>Chapitre 7 – L'investissement et l'épargne chez les classiques</b>	<b>79</b>
<b>1 – Le taux d'intérêt et la décision d'investir</b>	<b>79</b>
■ <i>Le principe de l'actualisation</i>	80
a) La valeur présente d'une somme future	80
b) La valeur présente d'une suite de sommes futures	80
■ <i>Les critères de rentabilité de l'investissement</i>	81
a) La valeur actualisée nette (VAN) ou bénéfice actualisé (BA)	81
b) Le taux de rendement interne (TRI) ou efficacité marginale du capital	82
<b>2 – L'investissement ou demande de fonds prêtables</b>	<b>83</b>
<b>3 – L'épargne ou offre de fonds prêtables</b>	<b>86</b>
<b>4 – L'équilibre du marché des fonds prêtables</b>	<b>87</b>

<b>Chapitre 8 – Le multiplicateur et l’accélérateur chez les keynésiens</b>	<b>89</b>
<b>1 – L’influence de l’investissement sur le revenu : le multiplicateur d’investissement</b>	<b>89</b>
■ Le multiplicateur statique	89
■ Le multiplicateur dynamique	90
<b>2 – L’influence du revenu sur l’investissement : l’accélérateur</b>	<b>92</b>
■ Le principe de l’accélérateur	92
■ Les critiques de l’accélérateur	94
<b>3 – La liaison entre le revenu global et l’investissement</b>	<b>94</b>
<b>Chapitre 9 – L’équilibre économique et les politiques keynésiennes</b>	<b>99</b>
<b>1 – L’équilibre économique dans un modèle revenu-dépense</b>	<b>99</b>
■ L’équilibre et l’effet multiplicateur	102
■ L’équilibre de sous-emploi et l’écart déflationniste	103
■ L’équilibre inflationniste	104
<b>2 – Les fondements et les hypothèses des politiques keynésiennes</b>	<b>106</b>
■ Les fondements de l’analyse	106
■ Les hypothèses de l’analyse	108
<b>3 – Les multiplicateurs de la politique budgétaire, sociale et fiscale</b>	<b>109</b>
■ L’action par les dépenses publiques : la politique budgétaire	109
■ L’action par les transferts sociaux	109
■ L’action par les recettes fiscales	110
■ L’action d’un budget équilibré et le théorème de Haavelmo	110
■ Les effets des stabilisateurs automatiques	112
<b>4 – Les limites des politiques keynésiennes</b>	<b>112</b>
■ Le rôle de l’ouverture de l’économie	112
■ L’effet d’éviction	114
■ La courbe de Laffer	114

<b>Chapitre 10 – La monnaie : fonctions, formes et mesures</b>	<b>117</b>
<b>1 – La définition fonctionnelle de la monnaie</b>	<b>117</b>
■ <i>La monnaie unité de compte</i>	117
■ <i>La monnaie instrument des échanges</i>	118
■ <i>La monnaie réserve de valeur</i>	118
<b>2 – Les formes de la monnaie</b>	<b>119</b>
■ <i>De la monnaie métallique à la monnaie divisionnaire</i>	119
■ <i>La monnaie fiduciaire</i>	119
■ <i>La monnaie scripturale</i>	119
■ <i>La monnaie électronique</i>	120
<b>3 – Les agrégats monétaires</b>	<b>120</b>
■ <i>La définition et la composition des agrégats</i>	120
■ <i>L'utilisation des agrégats</i>	121
<b>Chapitre 11 – La création monétaire et son contrôle</b>	<b>123</b>
<b>1 – Les sources de la création de monnaie</b>	<b>123</b>
■ <i>L'acquisition d'un actif réel ou financier à long terme</i>	123
■ <i>L'acquisition d'une devise</i>	123
■ <i>Les opérations d'escompte et de crédit</i>	124
<b>2 – La liquidité bancaire et le multiplicateur de crédit</b>	<b>124</b>
■ <i>La liquidité bancaire</i>	124
■ <i>Le multiplicateur de crédit</i>	126
<b>3 – Les instruments de contrôle de la création de monnaie</b>	<b>127</b>
■ <i>Les opérations d'open market</i>	128
■ <i>Les facilités permanentes</i>	129
■ <i>Les réserves obligatoires</i>	129

<b>Chapitre 12 – L'équilibre monétaire</b>	<b>131</b>
<b>1 – Les classiques et la théorie quantitative de la monnaie</b>	<b>131</b>
■ <i>La loi des débouchés</i>	131
■ <i>La théorie quantitative de la monnaie (TQM)</i>	132
a) <i>La formulation de Fisher</i>	132
b) <i>La formulation de Marshall et Pigou</i>	133
<b>2 – L'équilibre monétaire keynésien</b>	<b>134</b>
■ <i>L'offre de monnaie</i>	134
■ <i>La demande de monnaie et la préférence pour la liquidité</i>	135
a) <i>La demande de monnaie transactionnelle</i>	135
b) <i>La demande de monnaie spéculative</i>	137
c) <i>Le passage des demandes spéculatives individuelles à la demande globale de spéculation</i>	140
d) <i>La demande globale de monnaie</i>	141
■ <i>L'équilibre du marché monétaire</i>	142
<b>Chapitre 13 – L'équilibre macro-économique et monétaire des classiques</b>	<b>145</b>
<b>1 – L'équilibre monétaire et l'équilibre général</b>	<b>145</b>
■ <i>L'équilibre monétaire</i>	145
■ <i>L'équilibre général</i>	147
<b>2 – La régulation macro-économique</b>	<b>149</b>
■ <i>L'augmentation de l'offre de travail</i>	149
■ <i>L'inefficacité de la politique monétaire</i>	150
a) <i>Une politique monétaire expansive</i>	150
b) <i>Une politique monétaire restrictive</i>	151
■ <i>L'inefficacité de la politique budgétaire et fiscale</i>	152
a) <i>Une politique budgétaire financée par impôts</i>	152
b) <i>Une politique budgétaire financée par un endettement de l'État</i>	152
c) <i>Une politique budgétaire financée par création monétaire</i>	153

<b>Chapitre 14 – Une synthèse macro-économique : IS-LM</b>	<b>155</b>
<b>1 – L'équilibre du marché des biens et services et l'équilibre monétaire</b>	<b>155</b>
■ <i>La courbe IS et l'équilibre du marché des biens et services</i>	155
a) La construction de IS	156
b) Les déplacements de IS	157
■ <i>La courbe LM et l'équilibre du marché monétaire</i>	158
a) La construction de LM	158
b) Les déplacements de LM	161
<b>2 – IS-LM et les politiques conjoncturelles</b>	<b>162</b>
■ <i>IS-LM et l'équilibre des marchés</i>	162
a) La représentation de l'équilibre	162
b) L'interprétation des déséquilibres	163
■ <i>Les politiques conjoncturelles</i>	163
a) La politique budgétaire et fiscale	164
b) La politique monétaire	165
c) La policy-mix	167
<b>Conclusion – Économie de l'offre ou économie de la demande ?</b>	<b>169</b>
<b>Bibliographie</b>	<b>171</b>

## Introduction

# La comptabilité nationale préambule de la macro-économie

---

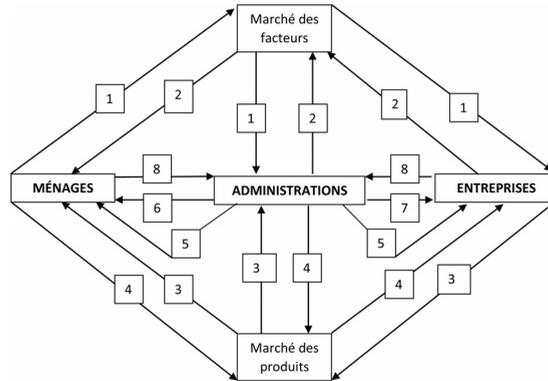
La plupart des problèmes économiques (chômage, dette publique, inflation, déficit extérieur, développement, récession...) sont macro-économiques, c'est-à-dire qu'ils n'ont de signification et d'importance qu'appréhendés au niveau de l'économie nationale.

Pour analyser globalement des phénomènes résultant de millions de décisions prises par les individus en tant que consommateurs, par les chefs d'entreprise en tant que producteurs, par les administrations, il faut procéder à des opérations d'agrégation qui consistent à regrouper les acteurs et leurs opérations économiques.

Un travail de définition et d'agrégation est réalisé par la comptabilité nationale qui représente sous une forme simplifiée et selon un cadre rigoureux les opérations économiques réalisées chaque année dans une nation.

Le système en vigueur est le *Système européen de comptes*, dénommé SEC 2010.

La comptabilité nationale représente un circuit économique qui exprime les relations existantes entre les différents agents économiques et qui permet de décrire l'activité économique. On peut représenter ce circuit à partir de trois centres de décisions : les ménages, les entreprises et les administrations publiques.



Ce circuit simplifié comprend deux types de marchés :

- *le marché des produits* où s'échangent les biens et services ;
- *le marché des facteurs de production* où s'échangent le travail et le capital.

Il fait apparaître un circuit réel qui exprime l'échange de quantités physiques (tonnes, heures de travail, hectares...) doublé d'un circuit monétaire qui exprime les échanges en unités monétaires. La monnaie est la mesure commune de tous les biens et services échangés.

1. Les ménages offrent aux entreprises et aux administrations les facteurs de production : le travail et le capital. Ces facteurs de production s'échangent sur le marché des facteurs.
2. En contrepartie, les entreprises et les administrations versent aux ménages des salaires, des intérêts, des loyers et des profits.
3. Les entreprises offrent des biens et des services aux ménages et aux administrations par l'intermédiaire du marché des produits.
4. Les ménages et les administrations effectuent des dépenses au profit des entreprises en achetant ces biens et services.
5. Les administrations fournissent aux ménages et aux entreprises des biens et services (police, justice, armée, enseignement, infrastructures routières, etc.) sans passer par le marché des produits.
6. Les administrations publiques versent directement des prestations aux ménages.
7. Les administrations publiques versent directement des subventions aux entreprises.
8. Pour financer leurs dépenses, les administrations publiques prélèvent des impôts et des cotisations sur les ménages et les entreprises.

La comptabilité nationale répond à un besoin d'information statistique macro-économique.

Son objectif est la création d'une base de données pertinente pour l'analyse et l'évaluation des performances d'une économie afin de :

- suivre le comportement des principaux indicateurs économiques comme la production, la consommation et l'épargne des ménages, l'investissement des entreprises, l'excédent ou le déficit du budget de l'État ou l'excédent ou le déficit des échanges avec les pays extérieurs ;
- procéder à des analyses permettant de dégager les relations causales entre les indicateurs ;
- aider à la prise de décision économique et politique ;
- faire des analyses et des comparaisons de la structure économique et de son évolution dans le temps et dans l'espace ;
- faire de la prévision économique à court terme.

La comptabilité nationale est abordée à partir de trois chapitres. Le premier retrace les secteurs institutionnels et leurs opérations économiques, le deuxième les comptes des secteurs institutionnels et les grands agrégats macro-économiques et le troisième le tableau entrées-sorties et l'équilibre emplois-ressources qui fait la liaison avec l'analyse macro-économique.

La comptabilité nationale est le préambule indispensable à l'analyse macro-économique.

La macro-économie est la branche de la science économique qui cherche à expliquer le fonctionnement de l'économie dans son ensemble. Elle a pris toutes ses lettres de noblesse en 1936 sous la plume de John Maynard Keynes avec la publication de la *Théorie générale de l'emploi, de l'intérêt et de la monnaie*. Elle étudie des phénomènes économiques globaux en s'intéressant aux résultats d'ensemble des décisions que prennent les ménages, les entreprises et les gouvernements.

Son objectif principal est de fournir une certaine compréhension de l'évolution de la situation économique et de proposer des outils simples qui permettent de comprendre le présent et de prédire de façon approximative l'avenir immédiat.

La tâche principale des économistes consiste à découvrir les lois qui régissent le comportement économique. Cela passe par l'observation et la mesure des phénomènes économiques ainsi que par la mise au point et la formulation de théories susceptibles d'interpréter les observations et de les orienter.

La théorie économique est abstraite et construite à partir d'hypothèses simplificatrices, voire parfois erronées. Le raisonnement s'effectue *ceteris paribus*, locution latine qui signifie « toutes choses étant égales par ailleurs », et a une approche positive. On essaie de définir le monde tel qu'il est et non tel qu'il devrait être, on renonce à porter un jugement de valeur.

Deux grands courants de pensée s'opposent aujourd'hui dans l'analyse macro-économique : le courant des classiques et celui des keynésiens. Nous allons présenter leur analyse théorique respective et les principales conclusions auxquelles ils aboutissent en matière de politique économique. Nous prolongeons ceci par l'étude de la monnaie et nous montrons son rôle dans chacun des deux courants de pensée. Pour cela 11 chapitres sont développés.

Le chapitre 4 analyse la production et l'équilibre d'un marché et est suivi de l'étude du travail et de l'emploi avec le chapitre 5. Le chapitre 6 présente la consommation et l'épargne dans l'analyse keynésienne et le chapitre 7 l'investissement et l'épargne dans l'analyse des classiques. Les chapitres 8 et 9 présentent le multiplicateur, l'accélérateur, l'équilibre économique et les politiques keynésiennes. Les chapitres 10, 11 et 12 sont consacrés à la monnaie, à sa création, à son contrôle et à l'équilibre monétaire. Le chapitre 13 présente l'équilibre macro-économique et monétaire dans la théorie des classiques. Enfin, le chapitre 14 présente une synthèse classico-keynésienne de l'analyse macro-économique à travers le modèle IS-LM.

## Chapitre 1

# Les secteurs institutionnels et leurs opérations économiques

*L'activité économique d'un pays résulte d'un très grand nombre d'acteurs (entreprises, ménages, administrations, etc.) que l'on regroupe et qui effectue une multitude d'opérations économiques (achats et ventes de toute nature, opérations financières, etc.) sur un territoire économique.*

*Le territoire économique de la France comprend tous les territoires placés sous l'autorité de la République française (DOM inclus) à l'exception des territoires d'outre-mer (TOM) et de Monaco, en excluant les enclaves territoriales étrangères en France (ambassades, consulats...) et en incluant les enclaves territoriales françaises à l'étranger.*

### 1 Les Secteurs Institutionnels (SI)

Dans les comptes de la nation, l'agent économique élémentaire est une « unité institutionnelle » qui est un centre élémentaire et autonome de décision économique.

Les unités institutionnelles sont regroupées en « secteurs institutionnels » à travers leur fonction économique principale (production, consommation, financement, etc.) et la nature de leurs ressources principales (produits de la vente, revenus salariaux, marges d'intérêt, etc.).

On distingue cinq secteurs institutionnels résidents et on ajoute un agent fictif, le reste du monde, pour retracer toutes les opérations avec l'étranger.

#### ■ *Les ménages (M) y compris les entreprises individuelles*

Les ménages ont deux fonctions économiques principales. Du côté de l'offre, ils fournissent des facteurs de production (travail, capital) ; du côté de la demande, ils consomment des biens et des services en vue de satisfaire leurs besoins.

Les ménages tirent leurs ressources principales du travail (salaires, pensions, transferts sociaux) et des revenus du capital (loyers, intérêts, dividendes).

Les entrepreneurs individuels sont classés avec les ménages car il n'est pas possible de différencier clairement le patrimoine et les décisions économiques du ménage de celles de l'entreprise. Ils tirent leurs ressources du produit de leurs ventes.

### ■ ***Les sociétés non financières (SNF)***

Leur fonction principale est de produire des biens et des services marchands non financiers dont la vente constitue leurs ressources.

### ■ ***Les sociétés financières (SF)***

Elles ont pour fonction principale la fourniture de services financiers au sens large puisque la comptabilité nationale inclut les services d'assurance.

Leurs ressources proviennent pour les banques des fonds reçus et placés ou de la vente de services (gestion de portefeuille, location de coffres, etc.) et pour les sociétés d'assurance et les mutuelles, de la différence entre les primes ou les cotisations volontaires encaissées et les indemnités ou les prestations versées.

### ■ ***Les administrations publiques (APu)***

Leur fonction principale est la production de services collectifs non marchands ainsi que la redistribution de la richesse nationale. Elles sont principalement financées par des prélèvements obligatoires sur les autres unités institutionnelles : impôts et cotisations.

### ■ ***Les institutions sans but lucratif au service des ménages (ISBLSM)***

Elles produisent des services destinés aux ménages et sont financées par des contributions volontaires des ménages, des revenus de la propriété et des subventions des administrations.

### ■ ***Le reste du monde (RdM)***

Il permet d'enregistrer toutes les relations économiques entre unités non-résidentes et unités résidentes. Ce secteur est décomposé en deux sous-secteurs :

- l'Union européenne (États membres et Institutions) ;
- les pays tiers qui incluent les territoires d'Outre-mer et les organisations internationales.

Tous ces secteurs institutionnels effectuent des opérations économiques.

## 2 Les opérations économiques des SI

On distingue trois types d'opérations économiques. Les opérations sur biens et services, les opérations de répartition qui portent sur la formation et la redistribution des revenus et les opérations financières qui sont liées à l'usage et l'échange des instruments financiers.

### ■ Les opérations sur biens et services

Elles sont constituées par la production et ses divers emplois.

#### a) La production

C'est l'activité sous le contrôle et la responsabilité d'une unité institutionnelle qui combine des ressources en main-d'œuvre, capital et biens et services pour fabriquer des biens ou fournir des services, et le résultat de cette activité. Les processus purement naturels, sans intervention ou contrôle humain, ne font pas partie de la production.

La production est décomposée en une production marchande et une production non marchande.

La production est marchande lorsqu'elle s'échange ou est susceptible de s'échanger sur un marché à un prix économiquement significatif, c'est-à-dire qui couvre au moins 50 % des coûts de production.

La production non marchande concerne les produits fournis gratuitement ou à un prix non significatif et se décompose en :

- une production pour usage final propre qui regroupe les biens et services produits et conservés par une même unité à des fins de consommation finale ou de formation de capital fixe ;
- la production de services non marchands des APU et des ISBLSM. On trouve les services indivisibles des APU et non individualisables comme la justice, la police ou la défense qui font l'objet d'une consommation collective et les services individualisables qui font l'objet d'une consommation individuelle comme la santé et l'enseignement.

La production marchande est évaluée au prix de base qui retrace la recette effective du producteur :

**Prix de base** = Prix facturé par le producteur + Subventions sur les produits – TVA et autres impôts sur les produits

Le prix de base exclut les frais de transport facturés séparément par le producteur. Il exclut également les marges commerciales prélevées par les distributeurs. Le prix effectivement payé par les acheteurs est le prix d'acquisition et l'on a :

**Prix d'acquisition (du marché)** = Prix de base – Subventions sur les produits + TVA et autres impôts sur les produits + Marges commerciales et de transport

Les services du commerce sont mesurés par les marges commerciales : prix de vente moins prix d'achat.

La production non marchande des administrations publiques est évaluée par le coût des facteurs marchands qui ont contribué à leur production (consommation intermédiaire, rémunération des salariés, etc.).

La production non marchande des ménages est évaluée par les rémunérations versées aux employés.

## **b) La consommation finale**

C'est l'utilisation de biens et services à leur stade final de production en vue de satisfaire directement les besoins humains.

Ces besoins sont satisfaits par des consommations :

- *individuelles* (achats alimentaires, vêtements, etc.) ;
- *individualisables*, c'est-à-dire dont le bénéficiaire peut être identifié (services d'enseignement, de santé et d'action sociale) ;
- *collectives*, c'est-à-dire dont les utilisateurs ne peuvent pas être identifiés individuellement (services de sécurité, de défense ou d'administration générale).

La consommation finale effective des ménages comprend leurs dépenses de consommation finale (les achats de biens et services, les loyers fictifs des propriétaires et les dépenses de santé, éducation restant à leur charge) plus les dépenses de consommation finale individualisable des APu et des ISBLSM.

## **c) La consommation intermédiaire, la valeur ajoutée et la consommation de capital fixe**

La *consommation intermédiaire* est la valeur des biens et services transformés ou entièrement consommés au cours du processus de production. Ces biens et services disparaissent totalement dans le processus de production, soit par incorporation dans des produits plus élaborés, soit par destruction comme l'énergie.